



MINISTÈRE
DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ,
DES SOLIDARITÉS
ET DES FAMILLES

Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général
Direction des finances,
des achats et des services

DIRECTION GENERALE DE LA SANTE

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE SERVICES

Prestations d'assistance médicale,
d'évacuations sanitaires (EVASAN), de
transport de personnels et d'affrètement pour
le compte du ministère chargé de la Santé

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

PRA039766

Date limite de remise des plis

08/07/2025 à midi (12h00)

Procédure de passation

Appel d'offres ouvert

(Article R2124-2 1° - Code de la commande publique)



ARTICLE 1 - ACHETEUR	4
ARTICLE 2 - OBJET ET DESCRIPTION DE LA PRESTATION	4
ARTICLE 3 - CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE	5
Article 3.1 - Procédure de passation.....	5
Article 3.2 - Forme de l'accord-cadre	5
Article 3.3 - Etendue de l'accord-cadre.....	5
Article 3.4 - Durée de l'accord-cadre	5
Article 3.5 - Lieu d'exécution.....	6
ARTICLE 4 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES	6
ARTICLE 5 – CONSIDERATIONS SOCIALES.....	7
ARTICLE 6 – MODALITES DU RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION (DC).....	7
Article 6.1 - Contenu du dossier de consultation.....	8
Article 6.2 - Modifications du DC.....	8
Article 6.3 - Questions – réponses.....	9
Article 6.4 - Prolongation du délai de réception des offres.....	9
Article 6.5 - Délai de validité des offres	9
Article 6.6 - Communication et échanges d'informations par voie électronique :.....	9
ARTICLE 7 - PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS	10
Article 7.1 - Variantes	10
Article 7.2 - Contenu des plis et conditions de participation	10
Article 7.3 - Interdiction de soumissionner	12
Article 7.4 - Formes des candidatures	13
Article 7.5 - Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques	13
Article 7.6 - Précisions concernant la sous-traitance.....	14
Article 7.7 - Niveaux minimaux de capacité	15
ARTICLE 8 – JUGEMENT DES CANDIDATURES	15
ARTICLE 9 – MODALITES DE REMISE DES OFFRES	16
Article 9.1 – Modalités des échanges	17

Article 9.2 – Signature électronique et prérequis	18
ARTICLE 10 – EXAMEN DES OFFRES	18
Article 10.1 - Présentation des offres.....	19
ARTICLE 11 - JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION	20
Article 11.1 - Critères de jugement des offres.....	20
Article 11.2 - Offres anormalement basses.....	21
ARTICLE 12 – ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE	21
Article 12.1 - Mise au point	23
Article 12.2 - Signature de l'accord-cadre	24
Article 12.3 - Langue	24
ARTICLE 13 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	24
Article 13.1 - Voies et délais de recours	24

ARTICLE 1 - ACHETEUR

Ministère du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles

DIRECTION GENERALE DE LA SANTE

CENTRE DE CRISES SANITAIRES (CCS)









14 Avenue Duquesne 75007 Paris

ARTICLE 2 - OBJET ET DESCRIPTION DE LA PRESTATION

Le présent accord-cadre porte sur les prestations suivantes : **Prestations d'assistance médicale, d'évacuations sanitaires (EVASAN), de transport de personnels et d'affrètement pour le compte du ministère chargé de la Santé.**

Code CPV - Principal	Libellé CPV
60400000-2	Services de transport aérien
Codes CPV - secondaires	
60424100-7	Location d'aéronefs avec équipage
63520000-0	Services d'agences de transport
60443000-5	Services de secours aérien

Caractéristiques principales du contrat

 Objet du contrat	Prestations d'assistance médicale, d'évacuations sanitaires (EVASAN), de transport de personnels et d'affrètement pour le compte du ministère chargé de la Santé.
 Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire conclu sans minimum et avec maximum de 25 000 000 € HT sur la durée maximale.
 Structure	Non-allotissement
 Lieu d'exécution	Les interventions se dérouleront au sein, depuis ou à destination du territoire français (hexagone, Corse et territoires visés à l'article 72-3 de la Constitution)
 Durée	La durée est de 24 mois fermes à compter de la notification, reconductible tacitement deux (2) fois douze (12) mois dans la limite de 48 mois.
 Développement durable	Clause environnementale - Critère social - Critère environnemental
 Variation des prix	Révisables (formule)
 Nature des prix	Prix unitaires

Allotissement et structure de la consultation : L'accord-cadre n'est pas dévolu en lots conformément à l'article L.2113-11 du Code de la commande publique. En effet, la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations. Le marché implique une mobilisation rapide et coordonnées des différentes missions dans des délais contraints.

ARTICLE 3 - CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

Article 3.1 - Procédure de passation

L'accord-cadre est passé selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Article 3.2 - Forme de l'accord-cadre

Forme de l'accord-cadre	Accord-cadre à bons de commande
Forme de prix	Prix unitaires révisables dans les conditions énumérées à l'article 7.1.2.1 du CCAP
Exécution	Emission de bons de commande sur la base des prix unitaires, au fur et à mesure du besoin dans la limite du montant maximal prévu.

Article 3.3 - Etendue de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre mono-attributaire est conclu sans montant minimum et avec un montant maximal comme suit :

Montant estimatif non contractuel sur la durée maximale - € HT	Montant maximal – sur la durée globale de l'accord-cadre - € HT
4 785 408 € HT	25 000 000 € HT

Article 3.4 - Durée de l'accord-cadre

Durée ferme	24 mois à compter de la date de notification
Reconduction tacite par période de 12 mois sans que la durée totale ne puisse excéder 48 mois (4ans)	2 reconductions par période de 12 mois sauf non-reconduction

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

Dans le cas d'une non-reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre avec un préavis de 1 mois.

La non-reconduction n'ouvre pas de droit à une quelconque indemnité au profit du titulaire.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

Article 3.5 - Lieu d'exécution

Selon la localisation de l'évènement ou de l'opération, les prestations peuvent être exécutées au sein, depuis ou à destination du territoire français :

- En France métropolitaine et Corse ;
- Dans les territoires ultramarins visés à l'article 72-3 de la Constitution.

ARTICLE 4 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le présent accord-cadre prévoit la mise en œuvre de considérations environnementales en application de l'article 10.1 du CCAP.

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs des ministères sociaux mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes, de leur obligation d'établir et de **publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) ou équivalent** et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé. L'année de référence à prendre en considération pour vérifier que le BEGES a été établi est l'année qui précède celle au cours de laquelle la consultation est lancée (donc N-1).

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

ARTICLE 5 – CONSIDERATIONS SOCIALES

Le présent accord-cadre comprend un critère de sélection relatif à la performance sociale de l'offre, basé sur le nombre d'heures d'insertion proposées par les soumissionnaires à destination des personnes éloignées de l'emploi.

Les soumissionnaires seront libres ou non de proposer dans leurs offres un volume d'insertion dédié à ce public.

L'absence de proposition n'est pas éliminatoire.

Pour faciliter la mise en œuvre de ce critère, le pouvoir adjudicateur a mis en place un dispositif d'accompagnement mis en œuvre par

Ensemble Paris Emploi Compétences

18 rue Goubet

75019

ARTICLE 6 – MODALITES DU RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION (DC)

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) :

Lien	http://www.marches-publics.gouv.fr
Référence de la consultation	PRA0309766

Les candidats sont vivement invités à s'identifier lors du téléchargement des documents de la consultation.

Les éventuelles modifications ne pourront en effet être communiquées qu'aux seuls candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier. Les candidats qui auront téléchargé anonymement

les documents de la consultation ne pourront pas être destinataires des informations transmises par le pouvoir adjudicateur en cours de consultation.

Article 6.1 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

Documents de la consultation	Format
Le présent règlement de la consultation	(RC) – Document en pdf
L'annexe financière à l'acte d'engagement – Bordereau des prix unitaires	(BPU) – format tableur EXCEL
Le détail quantitatif estimatif – annexe au RC	(DQE) – format tableur EXCEL
Le cahier des clauses administratives particulières et son annexe dédiée au RGPD	(CCAP) – Document en pdf
Le cahier des clauses techniques et particulières	(CCTP) – Document en pdf
Le cadre de réponse technique	(CRT) – Document Word
Le cadre de candidature – appréciation des niveaux minimaux (NMC)	Document Word
Annexe n°1 – RC – Adresses fictives pour le scénario 2A	Document Word

Article 6.2 - Modifications du DC

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation jusqu'au 6ème jour calendaires avant la date de limite de remise des offres. Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Dans l'hypothèse où la date de remise des offres initialement fixée ne permet pas la modification ou la transmission des offres dans le délai imparti, cette date sera reportée par l'acheteur. Les candidats identifiés sont informés du report de la date limite de remise des plis.

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Article 6.3 - Questions – réponses

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) :

<https://www.marchespublics.gouv.fr>.

Les questions et les demandes de renseignements complémentaires peuvent être reçues jusqu'au huitième jour avant la date limite de remise des offres.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile (au plus tard 8 jours avant la date de réception des offres) sont transmises aux opérateurs économiques au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres conformément à l'article R.2132-6 du Code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où la date de remise des offres initialement fixée ne permet pas la modification ou la transmission des offres dans le délai imparti, cette date est reportée par l'acheteur.

Article 6.4 - Prolongation du délai de réception des offres

La durée de la prolongation du délai est proportionnée à l'importance des modifications apportées aux documents de la consultation dans les conditions visées à l'article R.2151-4 du Code de la commande publique.

Les candidats identifiés sont informés du report de la date limite de remise des plis.

Par ailleurs tous les échanges ne pourront se faire uniquement via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

Aucunes informations ou réponses ne seront apportées lors de sollicitations par téléphone.

Article 6.5 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

Article 6.6 - Communication et échanges d'informations par voie électronique :

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

ARTICLE 7 - PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

Article 7.1 - Variantes

Sans objet

Article 7.2 - Contenu des plis et conditions de participation

NOTA : Les candidatures incomplètes au sens des articles R.2143-3 et suivants du Code de la commande publique seront jugées irrecevables. Sous réserve de l'application, au gré de l'acheteur, des dispositions énumérées à l'article R.2144-2 du même code. Ainsi, le candidat peut être invité à compléter son dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2 ou équivalent.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Pièces de la candidature à fournir	
FORMULAIRE DC1 ou Document DUME	Dûment complété
FORMULAIRE DC2 ou Document DUME	Dûment complété
Présentation des capacités économiques, financières	Rubrique F1 et F2 du DC2 « Renseignements relatifs à la capacité économique et financière du candidat individuel ou du membre du groupement »
Chiffre d'affaires annuel « général » des 3 derniers exercices disponibles	
Chiffre d'affaires annuel « spécifique » dans le domaine d'activité couvert par le marché des 3 derniers exercices disponibles	Les chiffres d'affaires demandés portent au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.
Présentation des capacités techniques et professionnelles	Rubrique G1 « Renseignements relatifs à la capacité technique et professionnelle du candidat individuel ou du membre du groupement »

Cadre de candidature – Niveaux minimaux de capacité (NMC)	Le cadre de candidature
Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années – à renseigner dans le cadre de candidature propre à chaque lot	Indiquant le montant , la date et le destinataire public ou privé . Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Les éléments de preuve relatifs à des services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte.
Les effectifs moyens annuels et le nombre de cadres au cours des 3 dernières années	Présentation complète

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres

L'acheteur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises.

APTITUDE

L'acheteur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requise en cochant uniquement la partie IV du DUME –α « indication globale pour tous les critères de sélection ».

Si le soumissionnaire s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME distinct signé par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Si le soumissionnaire ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants.

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Article 7.3 - Interdiction de soumissionner

Conformément aux dispositions des articles L2141-1 et suivants du Code de la commande publique relatives aux marchés publics, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

En application de l'article L. 2141-6-1 du code de la commande publique, la personne qui se trouve dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1, L. 2141-4 et L. 2141-5 peut fournir des preuves qu'elle a pris des mesures de nature à démontrer sa fiabilité, notamment en établissant qu'elle a, le cas échéant, entrepris de verser une indemnité en réparation du préjudice causé par l'infraction pénale ou la faute, qu'elle a clarifié totalement les faits ou les circonstances en collaborant activement avec les autorités chargées de l'enquête et qu'elle a pris des mesures concrètes propres à régulariser sa situation et à prévenir une nouvelle infraction pénale ou une nouvelle faute.

Ces mesures sont évaluées en tenant compte de la gravité et des circonstances particulières de l'infraction pénale ou de la faute.

Si l'acheteur estime que ces preuves sont suffisantes, la personne concernée n'est pas exclue de la procédure de passation de marché.

Une personne qui fait l'objet d'une peine d'exclusion des marchés publics au titre des articles 131-34 ou 131-39 du code pénal ne peut se prévaloir des deux premiers alinéas du présent article pendant la période d'exclusion fixée par la décision de justice définitive.

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe, sans délai, l'acheteur. En cas d'interdiction de soumissionner obligatoire, le soumissionnaire est automatiquement exclu de la procédure.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement.

A défaut, le sous-traitant est exclu de la procédure et ses capacités ne seront pas prises en compte dans l'analyse de la candidature.

Article 7.4 - Formes des candidatures

Les opérateurs peuvent présenter des candidatures individuelles ou, conformément aux dispositions de l'article R2142-19 du Code de la commande publique, sous forme groupée.

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Article 7.5 - Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques

Les opérateurs économiques peuvent se porter candidats sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, conformément à l'article R2142-20 du Code de la commande publique sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

L'un des prestataires, membre du groupement sera désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire pour l'exécution du présent accord-cadre le cas échéant.

Dans le cas où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire. Si cette mise en demeure, reste sans effet, le représentant du pouvoir adjudicateur invite les prestataires groupés à désigner, dans un délai de 15 jours calendaires, un autre mandataire parmi les autres membres du groupement, qui possèdera toutes les compétences requises pour l'exécution de l'opération.

L'appréciation des capacités d'un groupement est globale, il n'est pas exigé que chaque membre ait la totalité des capacités requises pour exécuter le présent accord-cadre.

L'un des prestataire membre du groupement sera désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire pour l'exécution du présent marché le cas échéant. Conformément à l'article R.2142-24 du Code de la commande publique, dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire est solidaire.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil d'acheteur de l'Etat (Plateforme des achats de l'Etat : PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'Etat. Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Des fiches explicatives et le mode d'emploi de ce service sont disponibles aux adresses suivantes :

https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf

<https://www.economie.gouv.fr/dae/bourse-a-cotraitance-service-pour-aider-entreprises>

Tâches essentielles

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le titulaire.

Candidature sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME électronique)

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Les rubriques mentionnées à l'article 6.1.3.1 du présent RC concernant le DUME doivent également être remplies pour chacun des membres du groupement.

Candidature avec les formulaires DC1 et DC2

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, les candidats transmettent les renseignements suivants des formulaires DC1 et DC2 ou des documents équivalents aux formulaires DC1 et DC2 :

Le formulaire DC1 sera complété pour le groupement.

Le formulaire DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

Les rubriques mentionnées au présent RC concernant le DC2 doivent également être remplies pour chacun des membres du groupement.

Article 7.6 - Précisions concernant la sous-traitance

Tâches essentielles

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le titulaire.

Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-traitants un DUME électronique distinct par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Article 7.7 - Niveaux minimaux de capacité

En application des article R2142-2, R2142-6 du Code de la commande publique, l'acheteur exige des niveaux de capacité. Les niveaux minimaux de capacité visent à apprécier l'aptitude du candidat à exécuter les prestations attendues au titre du marché (expérience, savoir-faire, techniques nécessaires).

Pour le marché	<p>Le candidat devra présenter au moins une référence, réalisée au cours des trois dernières années, portant sur une mission d'évacuation sanitaire, de gestion logistique de crise, ou de transport de fret en contexte d'urgence, pour un montant minimum de 1 000 000 € HT.</p> <p>Sont acceptés :</p> <ul style="list-style-type: none">• Les missions comprenant tout ou partie des prestations suivantes : évacuations de patients, transport de matériel médical ou de fret, organisation logistique en contexte d'urgence ou de crise sanitaire, humanitaire ou sécuritaire ;• Les références réalisées en tant que titulaire, co-traitant, sous-traitant ou membre d'un groupement ;• Les références issues de marchés publics ou privés, en France ou à l'international.
Chiffre d'affaires – capacité financière attendu	Le candidat devra démontrer un chiffre d'affaires moyen égale ou supérieur à 9 550 000 € HT millions d'euros HT, réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles, notamment dans le domaine concerné par le présent accord-cadre.
Cadre de candidature à dûment complété	Production des attestations de bonne exécution pour chacune des références présentées, moyens de preuve de leurs capacités.

L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent.

ARTICLE 8 – JUGEMENT DES CANDIDATURES

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

L'acheteur se réserve le droit lors de l'ouverture des plis d'examiner les offres avant les candidatures ou d'examiner les candidatures avant les offres.

Les candidatures ne justifiant pas de l'aptitude professionnelle ou qui n'atteignent pas les niveaux minimaux de capacités exigées pour cette consultation ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont rejetées.

En application des dispositions de l'article R.2144-4 du Code de la commande publique, l'acheteur n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

Aux termes de l'article R.2144-7 du Code de la commande publique, ne seront pas recevables, les opérateurs économiques :

- Qui ne sont pas en règle au regard de leur situation fiscale et sociale conformément aux dispositions de l'article L2141-2 du Code de la commande publique ;
- En état de liquidation judiciaire ou dont la faillite personnelle a été prononcée, ou faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger en application de l'article L2141-3 du CCP ;
- Qui ne présentent pas les références, aptitudes, moyens humains et matériels, capacités techniques ou financière suffisantes ;
- Qui n'atteint pas les niveaux minimaux de capacité ;
- Qui ne satisfait pas aux conditions de participation prévues par l'acheteur, produit à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments requis ;
- Qui rentrent dans les cas d'interdiction de soumissionner.

ARTICLE 9 – MODALITES DE REMISE DES OFFRES

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

En application de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.

Chaque pli est considéré comme une offre. **Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter sa candidature et/ou son offre avant la date limite de remise des plis, il devra procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées au titre de l'offre ou de la candidature.**

Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

La date limite de remise des offres est le : **08/07/2025 à 12h00**

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Copie de sauvegarde

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

<p>Ministère de la Santé et de la Prévention</p> <p>Ministère du Travail, du Plein Emploi et de l'Insertion</p> <p>Ministère des Solidarités et des familles</p> <p>78/84 rue Olivier de Serres 75739 Paris 15</p> <p>DFAS - Sous-Direction des Achats et du Développement Durable (SDADD)</p> <p>Bureau des procédures de la commande publique (BPCP)</p> <p>Pièce n° 03.54</p> <p>Consultation n° : PRA0309766</p> <p>Prestations d'assistance médicale, d'évacuations sanitaires (EVASAN), de transport de personnels et d'affrètement pour le compte du ministère chargé de la Santé</p> <p>COPIE DE SAUVEGARDE</p> <p>NE DOIT PAS ETRE OUVERT PAR LE SERVICE COURRIER</p>

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Article 9.1 – Modalités des échanges

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique,

les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

Article 9.2 – Signature électronique et prérequis

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats. Le contrat sera signé par le seul attributaire de manière électronique.

Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CADES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé.

Pour plus d'informations sur les certificats :

<https://cyber.gouv.fr/la-liste-nationale-de-confiance>

<https://cyber.gouv.fr/obtenir-un-certificat-de-signature-electronique>

ARTICLE 10 – EXAMEN DES OFFRES

Les offres inappropriées, irrégulières, inacceptables ou anormalement basses, sont éliminées.

Une offre irrégulière s'entend comme une offre, qui tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation.

Toutefois, en application de l'article R.2152-2 du Code de la commande publique, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

En revanche, les offres inappropriées et/ou inacceptables seront éliminées.

Est considérée comme inacceptable, une offre qui excède les crédits budgétaires alloués à la consultation.

Est considérée comme inappropriée, une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin exprimé et qui peut être en conséquence assimilée à une absence d'offre.

Article 10.1 - Présentation des offres

L'offre du soumissionnaire comportera les pièces suivantes :

Documents à fournir	Format
Annexe financière à l'AE (BPU) dûment complété	Bordereau des prix unitaires sous format EXCEL
Annexe au règlement de la consultation (RC) – DQE – dûment complété	Détail quantitatif estimatif sous format EXCEL
Cadre de réponse technique (CRT)	Document complété de manière exhaustive
DC4 – le cas échéant en cas de présentation d'un sous-traitant annoncé	Formulaire DC4 version applicable à compter du 1 janvier 2024 assorti des éléments relatifs à la candidature du sous-traitant annoncé permettant d'apprécier ses capacités professionnelles, techniques et financières (cf. supra)

NOTA : Aucune modification n'est autorisée.

En cas d'erreurs constatées, le candidat est tenu d'en informer l'acheteur dans le cadre des questions prévues à l'article 5.4 du RC. L'acheteur peut, après remise des offres, lorsque le DQE contient des erreurs matérielles notamment sur les formules, user de sa faculté de régularisation en demandant aux soumissionnaires de procéder eux- même à la rectification correspondante.

En cas de discordances constatées dans l'offre financière, les indications portés dans le BPU prévaudront sur toutes autres indications de l'offre.

En cas de discordances entre le BPU et DQE, le DQE est rectifié en conséquence sur demande de l'acheteur.

Les erreurs de report, de multiplication, d'addition qui seront constatées dans le DQE seront également corrigées et, pour le jugement des offres, le montant ainsi rectifié sera pris en considération.

ARTICLE 11 - JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

Article 11.1 - Critères de jugement des offres

Après élimination des offres inappropriées, irrégulières, inacceptables ou anormalement basses, l'accord-cadre est attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée, en fonction des critères énoncés ci-dessous, et de leur pondération.

CRITERES DE CHOIX	PONDERATION
CRITERE 1 – VALEUR TECHNIQUE, appréciée au regard du cadre de réponse technique (CRT)	60%
Sous-critère n°1 : Pertinence de la méthodologie d'intervention – appréciée sur la base des réponses aux scénarios décrits dans le cadre de réponse technique (CRT) <ul style="list-style-type: none">Qualité du dispositif proposé et synthèse structurée du déroulement de la mission ;Gestion des imprévus au meilleur coût-efficacité ;Fluidification des canaux de communication avec le commanditaire.	30%
Sous-critère n°2 – Expertise de l'équipe dédiée dans la gestion de crise	20%
<ul style="list-style-type: none">Composition de l'équipe dédiée : profil, expertise des intervenants clés dans la gestion de crise ;Dimensionnement et organisation des ressources humaines.	
Sous-critère n°3 – Efficacité et ergonomie des outils au service du suivi d'avancement des missions en temps réel	10%
CRITERE N°2 - PRIX – apprécié sur le montant résultant du Détail quantitatif estimatif (DQE)	30%
Sous-critère n°1 : Montant du DQE – volet onglet scénarios sans imprévus (plan initial)	20%
Sous-critère n°2 : Montant du DQE – volet onglet scénarios avec imprévus	10%
CRITERE N°3 - PERFORMANCE EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE appréciée au regard du cadre de réponse technique (CRT)	10%
Sous-critère n°1 : Performance environnementale de l'offre en matière de réduction des gaz à effet de serre dans l'exécution des prestations	5%
Sous-critère n°2 : Performance sociale de l'offre en matière d'heure d'insertion proposé	5%

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixée dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

Article 11.2 - Offres anormalement basses

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de justification du prix ou des coûts proposés assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

ARTICLE 12 – ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse après élimination des offres inappropriées, irrégulières, inacceptables ou anormalement basses au regard des critères précisés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées aux articles R2181-1 et R2181-3 du Code de la commande publique.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves que l'acheteur peut obtenir :

- Directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le soumissionnaire n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis.

En cas d'impossibilité de se procurer les moyens de preuve directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public fournit dans le délai fixé dans le courrier envoyé par voie dématérialisée l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes, à compléter et à signer, le cas échéant par tous les membres du groupement d'opérateurs économiques ;
- Le questionnaire relatif aux actions conduites en matière de diversité et d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, dûment complété ;
- Les attestations d'assurance ;
- Le cas échéant, dans le cas où les membres du groupement d'opérateurs économiques ne signent pas tous l'acte d'engagement, le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement ;
- Le pouvoir du ou des signataires d'engager la personne qu'il représente (titulaire individuel ou groupement d'opérateurs économiques ;
- Le cas échéant, en cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) signée par le sous-traitant et le soumissionnaire, les renseignements relatifs aux capacités du sous-traitant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci ;
- Le ou les relevé(s) d'identité bancaire ou équivalent ;
- Le cas échéant, si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessous sont à déposer sur la plateforme en ligne E-attections, mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attections.com/EAttectionsFO/fo/E-Attections.html>

Le soumissionnaire devra transmettre les coordonnées électroniques de la personne qui a en charge la gestion des attestations fiscales et sociales dans sa société.

Lorsque le soumissionnaire est établi en France : son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du CCP ;

Lorsque le soumissionnaire est établi en France : Pour les entreprises en cours d'inscription - un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (CFE) ;

Le cas échéant, dans le cas où elles ne sont pas disponibles sur PLACE, le(s) certificat(s) délivré(s) par les administrations et organismes compétents suivant(s) :

- Certificat de conformité aux obligations fiscales (au titre de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et/ou de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;

- Certificat de l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, connu sous le nom d'attestation de vigilance.

Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France : un document mentionnant son numéro individuel d'identification, attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le soumissionnaire n'est pas établi dans un pays de l'Union européenne, un document mentionnant l'identité et l'adresse du candidat ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;

Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France : un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale ;

Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France : un extrait du registre pertinent au sens de l'article R.2143-9 du Code de la commande publique, ou un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 6 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre ;

Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France : Le cas échéant, en cas de recours à des travailleurs détachés, dans les conditions définies à l'article L.1262-1 du code du travail :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.]

Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France : Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire ne délivrent pas les moyens de preuve ou si les documents délivrés ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, le soumissionnaire peut fournir une déclaration sous serment, ou dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de pays d'origine ou d'établissement

Article 12.1 - Mise au point

Il peut être demandé au soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre de clarifier les aspects de son offre ou de confirmer les engagements figurant dans celle-ci. Cette demande ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre.

Article 12.2 - Signature de l'accord-cadre

L'accord-cadre est signé par le soumissionnaire retenu à qui il est envisagé d'attribuer le marché au moyen de l'acte d'engagement (formulaire ATTR1) que lui adresse l'acheteur.

L'accord-cadre doit être signé par une personne habilitée à engager le candidat.

Si le signataire n'est pas un représentant légal de l'opérateur économique, il fournit l'acte lui donnant le pouvoir de signer.

Article 12.3 - Langue

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français. En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

ARTICLE 13 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Article 13.1 - Voies et délais de recours

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif de Paris
7 rue de Jouy
Paris
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
Site internet : paris.tribunal-administratif.fr

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : ... ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.

Informations de l'attributaire : Les informations concernant l'attributaire seront exploitées dans le cadre de l'exécution du contrat afin de permettre le bon déroulement des prestations. Aucune donnée personnelle ne sera contenue dans les informations faisant l'objet de prescriptions à l'égard de l'acheteur en matière de communication et mise à disposition publiques découlant de la réglementation applicable.

Réutilisation des données : L'acheteur attire l'attention des candidats sur le fait que les adresses électroniques et coordonnées renseignées par ceux-ci pourront être utilisées par l'acheteur à des fins de prospection et d'actions de sourcing.

Les conditions d'utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation sont définies dans une annexe au dossier de consultation.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)

[Médiateur des entreprises](#)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)